



Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFÈTE DE LA NIÈVRE

Préfecture de la Nièvre Secrétariat Général

Direction du pilotage interministériel
et des moyens

Guichet unique ICPE
Pôle enquêtes publiques

Tél. 03 86 60 71 46
Télécopie : 03 86 60 72 51

N° 2012-P- 2050

ARRÊTÉ

mettant en demeure les responsables de la société SOLARGIL, sise au lieu-dit « La Batisse » - 89520 MOUTIERS-EN-PUISAYE, de renouveler les garanties financières de la carrière d'argile qu'ils exploitent sur le territoire de la commune de SAINT-AMAND-EN-PUISAYE (Nièvre),

**La Préfète du département de la Nièvre
Chevalier de la Légion d'Honneur
Chevalier de l'Ordre National du Mérite**

- VU** les parties législative et réglementaire du livre V du code de l'environnement et notamment les articles L.514-1, L.516-1 et R.516-2,
- VU** la nomenclature des installations classées définie à l'article R.511-9 du code de l'environnement et notamment la rubrique 2510, concernant l'exploitation de carrières,
- VU** l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 modifié, relatif aux exploitations de carrières et aux installations de premier traitement des matériaux de carrières,
- VU** l'arrêté du 9 février 2004 modifié, relatif à la détermination du montant des garanties financières de remise en état des carrières,
- VU** l'arrêté préfectoral n° 2005-P-2427 du 8 août 2005 autorisant la société SOLARGIL dont le siège social est situé au lieu-dit « La Batisse » - 89520 MOUTIERS-EN-PUISAYE, à exploiter une carrière d'argile sur le territoire de la commune de SAINT-AMAND-EN-PUISAYE aux lieu-dits « Les Champs Pionneries » et « Les Genettes », parcelles n° 393, 401 à 409 et 412 de la section F, sur une superficie de 9 ha 72 a 12 ca,
- VU** le dernier acte instituant le renouvellement des garanties financières pour la carrière exploitée par la société SOLARGIL à SAINT-AMAND-EN- PUISAYE, établi par la Caisse d'Épargne et de Prévoyance de Bourgogne en date du 23 août 2005 et déposé en préfecture de la Nièvre en date du 23 mars 2007,
- VU** la fiche des constatations établie par l'inspection des installations classées en date du 7 mai 2010,

.../...

VU le courrier du 14 avril 2011 rappelant à la société SOLARGIL son obligation de renouveler les garanties financières pour sa carrière,

VU le rapport de l'inspection des installations classées en date du 13 juillet 2012,

CONSIDÉRANT que la société SOLARGIL dont le siège social est situé au lieu-dit « La Batisse » 89520 MOUTIERS-EN-PUISAYE, est régulièrement autorisée par arrêté préfectoral n° 2005-P-2427 du 8 août 2005, susvisé, à exploiter une carrière d'argile sur le territoire de la commune de SAINT-AMAND-EN-PUISAYE, aux lieu-dits « Les Champs Pionneries » et « Les Genettes », sur les parcelles n° 393, 401 à 409 et 412 de la section F,

CONSIDÉRANT que selon les dispositions de l'article L.516-1 du code de l'environnement, la mise en activité d'une carrière est subordonnée à la constitution de garanties financières,

CONSIDÉRANT que selon les dispositions de l'article 8.2 de l'arrêté préfectoral du 8 août 2005 susvisé, l'actualisation des garanties financières concernant la carrière exploitée par la société SOLARGIL à SAINT-AMAND-EN-PUISAYE doit être assurée à l'initiative de l'exploitant tous les 5 ans,

CONSIDÉRANT que selon les dispositions de l'article 8.4 de ce même arrêté, le document attestant du renouvellement des garanties financières, doit être adressé par le titulaire de ladite autorisation, au Préfet du département au moins 6 mois avant leur date d'échéance,

CONSIDÉRANT en regard du dernier acte de cautionnement, susvisé, déposé en préfecture par la société SOLARGIL pour sa carrière de SAINT-AMAND-EN-PUISAYE en date du 23 mars 2007, que les garanties financières constituées sont arrivées à échéance le 22 août 2010,

CONSIDÉRANT qu'aucun nouvel acte de renouvellement de ces garanties n'est parvenu à la préfecture à la date du présent arrêté,

CONSIDÉRANT que dans ces conditions, les dispositions, notamment de l'article L.516-1 du code de l'environnement, ne sont pas respectées,

CONSIDÉRANT que l'inspection des installations classées a déjà rappelé à l'exploitant, notamment au cours de l'inspection reprise dans la fiche des constatations du 7 mai 2010 susvisée et par courrier du 14 avril 2011 également susvisé, ses obligations en matière de renouvellement des garanties financières pour la carrière qu'il exploite à SAINT-AMAND-EN-PUISAYE,

CONSIDÉRANT qu'en la circonstance l'exploitant ne peut ignorer ses obligations sur le sujet,

CONSIDÉRANT que, selon l'article L.514-1 du code de l'environnement, lorsqu'un inspecteur des installations classées a constaté l'inobservation des conditions imposées à l'exploitant d'une installation classée, le préfet met en demeure ce dernier de satisfaire à ces conditions dans un délai déterminé,

CONSIDÉRANT qu'un délai de trois mois est jugé suffisant pour que l'exploitant mette en œuvre les dispositions lui permettant de respecter les prescriptions de l'arrêté préfectoral du 8 août 2005 susvisé,

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture de la Nièvre,

ARRÊTE

ARTICLE 1- PRESCRIPTIONS

En application de l'article L.514-1 du code de l'environnement, la société SOLARGIL dont le siège social est situé au lieu-dit « La Batisse » - 89520 MOUTIERS-EN-PUISAYE, est mise en demeure de respecter les dispositions de renouvellement des garanties financières prévues par l'article 8.4 de l'arrêté préfectoral n° 2005-P-2427 du 8 août 2005, susvisé, dans un délai de trois mois à compter de la notification du présent arrêté, pour sa carrière de SAINT-AMAND-EN-PUISAYE.

Le montant du renouvellement de ces garanties financières doit être actualisé à partir du montant de référence précisé à l'article 8.1 de l'arrêté préfectoral d'autorisation précité et conformément aux dispositions de l'arrêté du 9 février 2004 modifié relatif à la détermination du montant des garanties financières pour la remise en état des carrières, également susvisé.

ARTICLE 2- SANCTIONS

Faute à l'exploitant de se conformer aux dispositions fixées à l'article précédent, il sera fait application, indépendamment des sanctions pénales encourues, des sanctions administratives prévues à l'article 8.5 de l'arrêté préfectoral du 8 août 2005 et à l'article L.514-1 du code de l'environnement.

ARTICLE 3- DÉLAIS ET VOIE DE RECOURS

Les dispositions du présent arrêté peuvent être déférées à la juridiction administrative compétente (Tribunal Administratif de DIJON) par l'exploitant dans un délai de deux mois à compter de la date de notification.

ARTICLE 4- NOTIFICATION ET PUBLICATION

Le présent arrêté sera notifié à l'exploitant. Un extrait, comportant notamment toutes les prescriptions auxquelles est soumise l'exploitation de l'établissement, sera affiché de façon visible en permanence dans l'établissement par les soins de l'exploitant.

Une copie du présent arrêté sera déposée en mairie de SAINT-AMAND-EN-PUISAYE et tenue à la disposition du public. Un extrait, comportant notamment toutes les prescriptions auxquelles est soumise l'exploitation de l'établissement, sera affiché pendant un mois à la porte de la mairie par les soins du maire.

ARTICLE 5- EXÉCUTION ET NOTIFICATION

Une copie du présent arrêté, notifié par la voie administrative aux responsables de la société SOLARGIL, sera adressée à :

- M. le secrétaire général de la préfecture,
- M. le sous-préfet de COSNE-COURS-SUR-LOIRE,
- Mme le maire de SAINT-AMAND-EN-PUISAYE,
- Mme la directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement, région Bourgogne,

.../...

- Mme la directrice départementale de la cohésion sociale et de la protection des populations,
- M. le directeur départemental des territoires,
- M. le directeur départemental des services d'incendie et de secours de la Nièvre,
- M. le chef du service interministériel de défense et de protection civile,
- M. le colonel, commandant le groupement de gendarmerie de la Nièvre,
- M. le responsable des subdivisions environnement de la Nièvre, de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Bourgogne,

chargés, chacun en ce qui le concerne, d'en assurer l'application et l'exécution.

Fait à NEVERS, le 20 DEC. 2012

La Préfète,

Pour la Préfète
et par délégation,
Le Secrétaire Général



Michel PAILLISSÉ